

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Zim-boum-boum et voilà leur Programme... électoral

En bon disciple du maître es-mentries Léon Daudet, l'Hayard de la Montagne intérieure qui signe G. D. dans *l'Action Française*, se paie, sans sourciller, les pires boudres, en sus de la tête de ses pitoyables lecteurs. Commençant un article du *Temps* sur les prochaines alliances électoralistes et sur les possibles renversements d'opinions des hommes qui conjurent de capter la confiance publique, ce petit valet de plume ose écrire : « Après le procès de Germaine Berton, le Bloc des gauches est fait, de Sangnier à Colomer ».

A la veille de la campagne antiparlementaire que nous nous préparons à mener énergiquement dans *Le Libertaire* quotidien pendant les prochaines élections, de tels « bobards » ne peuvent que nous mettre en gaieté. Cependant, ils ont leur utilité en nous rappelant que, sans doute, pour la propagande des idées, il n'est jamais vain de se répéter. Ce qui nous semble évident peut être obscur aux yeux de nombreux lecteurs de bonne volonté. Il faut illustrer d'exemples frappants le néant de l'illusion électorale. Nous devons creuser, chaque jour davantage, le fossé qui nous sépare des politiciens... de tous les politiciens.

Dès le lendemain de l'acquittement de notre chère Germaine, par douze braves gens — nous avons tenu, en conclusion d'un article de tête du *Libertaire*, à mettre les points sur les i. Tant mieux si des républicains se sont joints à nous pour sauver celle qui, d'un geste, arrête la vague de fascism. Mais cela ne nous lie nullement à ces politiciens. Nous n'avons même pas à les en remercier. Ce sont eux plutôt qui devraient avoir de la reconnaissance pour Germaine Berton, pour l'anarchiste qui leur a évité, sans doute, les désagréments de l'huile de ricin et d'autres ridicules marques de déchéance.

Quant à nous, maintenant que le danger royaliste est conjuré, nous ne nous endormons pas sur nos lauriers : l'état monarchiste n'est pas le seul qui nous inquiète. Depuis assez longtemps nous savons quelle garce est la République. Le suffrage universel ne nous satisfait plus que le droit divin et les maîtres que l'on s'accorde nous semblent aussi insupportables que ceux qui s'imposent par l'hérité. Que les lois viennent du Souverain héritaire ou du Peuple souverain, qu'elles soient l'œuvre des ministres choisis par un prince ou des députés élus par une majorité, elles sont toujours les chaînes qui pèsent aux pieds et aux poings de l'individu.

Aucun gouvernement, aucune politique ne peuvent satisfaire l'anarchiste. Il ne saurait jamais confier à personne le soin de ses propres intérêts. Il ne peut donc participer à aucun bloc électoral.

Pas même au Bloc « ouvrier et paysan ».

Mais qu'est-ce donc que cela ? Une nouvelle machine à conquérir les suffrages ; le dernier modèle, le plus perfectionné, le plus scientifique, le plus moderne. Avec ce Bloc rien ne reste plus sur le carreau ; tout est pipé des suffrages possibles. L'enrôlement des électeurs ne peut être que général. Le « Tous aux urnes » cesse d'être un mythe...

Eh bien, les anarchistes ne se laissent pas plus bloquer de cette façon que de toutes les autres. Abstentionnistes irréductibles, en matière électorale, ils répondent : « Non » aux programmes de tous les Partis — et les voici profitant de la publication du projet de programme arrêté par le Comité directeur du Parti communiste en vue du Congrès de Lyon, pour dégonfler la vessie bolchevique après la vessie royaliste, la vessie républicaine et la vessie socialiste.

Allons, allons, camarades, calmez cette mauvaise humeur. N'oubliez pas qu'il s'agit du Parti des masses, du Parti des travailleurs. Il n'est pas comme les autres partis. Il parle au nom de la classe ouvrière. Il veut agir pour l'intérêt du prolétariat. Il est un parti révolutionnaire de lutte de classes.

— Ça va bien, ça va bien. Déjà nous pourrions, brave bonhomme de cotisant du Parti des masses, le montrer comment tu es mené par un Comité directeur de politiciens professionnels qui décident pour toi sans que tu aies voix

au chapitre et sans que tu puisses broncher...

— Discipline... Pour la Révolution il faut obéir comme à la guerre.

— Mais où te mène-t-on ainsi au pas cadencé ? Nous pourrions te le dire, si nous avions pour dessin, en ce moment, de critiquer les théories mêmes du bolchevisme révolutionnaire.

— Oui, nous voulons conquérir le pouvoir politique... Nous exercerons la dictature du Proletariat...

— Les membres de ton Comité directeur prendront le pouvoir à la place des ministres de la République bourgeoise et ils exerceront la dictature sur ton propre dos, ô proléttaire !

— Par la violence tout cela se fera. La violence révolutionnaire purifiera le pouvoir politique. La dictature du prolétariat ne sera que la consécration de la révolte ouvrière, les armes à la main.

— Allons donc... camarade. En admettant même qu'une telle dictature, c'est-à-dire l'exercice d'un tel gouvernement insurrectionnel, pût jamais appartenir aux producteurs tout le bien-être et toute la liberté auxquels ils aspirent, ce n'est pas ainsi que le Comité directeur de ton Parti entend l'établir. Il aspire tout simplement, tout honnêtement, tout républicainement à la conquête du pouvoir public par la force des... bulletins de vote.

— Profanation ! Ce n'est pas Lénine possible...

— Cependant écoute :

« Pour que le gouvernement ouvrier et paysan devienne une réalité, que faut-il ?

— Il faut battre la bourgeoisie !

« Il faut constituer, aux élections, comme en toutes circonstances favorables, le Bloc ouvrier et paysan, coalition de toutes les forces des travailleurs, s'opposant aux Blocs bourgeois, au Bloc de gauche comme au Bloc National.

— Eh bien... C'est le programme électoral d'un Parti socialiste quelconque que tu me lis là.

— Non, mon camarade, c'est le programme électoral de ton Parti... le Parti communiste.

« Comme programme du Bloc ouvrier et paysan et du futur gouvernement ouvrier et paysan, le Parti Communiste propose :

« 1^e Extinction de la dette publique par la saisie des grandes fortunes. Suppression de l'impôt sur les salaires et des impôts indirects ;

« 2^e Socialisation des banques, des mines, des chemins de fer et transports maritimes, des usines et fabriques, des assurances, du commerce des pétroles, et, d'une façon générale, DE TOUTE INDUSTRIE EMPLOYANT PLUS DE CENT OUVRIERS.

— Alors, moi qui suis employé dans une usine de quatre-vingt dix ouvriers, sous un patron qui n'en est pas moins rosse pour cela, je resterai un salarié, un exploité, une machine à produire... et cela dans une République communiste, sous le régime des Soviets ?...

— Et oui, mon pauvre ami, voilà le sort qui t'attend.

— Mais c'est de la folie !

— Non, c'est de la malice. Russie électorale qui va permettre au Parti communiste de cueillir les voix des centaines de petits patrons mécontents de leurs députés radicaux. En promettant à ces bourgeois l'immunité pour le grand jour du cambriolage ils avancent, à coups sûrs et prudents, l'heure de leur avènement très parlementaire au pouvoir, en gagnant quelques sièges au Palais-Bourbon.

— Mais Karl Marx n'avait-il pas écrit que la Révolution communiste sonnait la dernière heure du capitalisme ?

— Oui, en théorie, mais en pratique, c'est une autre chanson. En veux-tu la meilleure preuve ? Lis ce dernier article du programme arrêté par le Comité directeur du Parti communiste :

« Droit de coalition et de grève aux fonctionnaires et aux travailleurs étrangers. »

Si les ouvriers ont encore besoin de faire grève c'est qu'assurément ils auront encore des exploiteurs, c'est qu'ils ne se seront pas libérés du Patronat.

Et d'ailleurs, camarade du Parti, ton Comité directeur te bourse le crâne en promettant la reconnaissance du droit de grève, dans le cas où son triomphe aux élections lui permettrait de constituer son gouvernement dit ouvrier et

paysan. Sache bien qu'en Russie, la République des Soviets a aboli toute liberté syndicale ; elle condamne la grève comme un acte de trahison « contre-révolutionnaire ».

Similaire à tous les partis, le bolchevisme à la veille des élections, te promet... la lune.

Et maintenant, bon bougre, va voter. Que tu fasses triompher le Bloc rouge, le Bloc républicain ou le Bloc national, tu resteras toujours, le bec dans l'eau, à contempler l'image sans cesse inatteignable de l'illusoire proie...

Allons, redresse-toi, bon prolo. Laisse la lune à tous ces astronomes et prends à leur nez les biens qui t'appartiennent. Fais-toi-même la révolution.

André COLOMER.

Le déluge

Et la Seine monte toujours... le refrain résonne vrai.

Cette fois, c'est l'inondation complète. La banlieue sera bientôt noyée tout entière. La ville subit les premières attaques du fleuve sorti de son lit.

Hâvement on continue à « parer » à la crue. De place en place, aux trouées des parapets, on érigé des barrages de ciment armé ou de briques. Les ouvriers hachent la terre.

« Est-ce aujourd'hui qu'on devrait faire cela ? Ne dépend-on pas initialement de l'agent qui aurait pu éviter beaucoup de choses, si on l'avait utilisé en temps opportun ?

Et ils ont raison !

Voici la Halle aux Vins. Au contraire de ce que l'on disait hier, elle n'a rien d'autre. Mais, par contre, les caves de quelques débits ont été visitées par l'eau, ce qui éveille, d'ailleurs, aux propriétaires la peine de baptiser leur marchandise. En face, des barriques à la dérive heurtent indénitamment les piles du Pont Sully.

Ice, au quai des Célestins, toute la berge est disparue et, seules, quelques bacs de gaz apparaissent de-ci, de-là. Notre ami Han Ryner peut contempler de ses fenêtres les planches que le courant emporte et fait s'accrocher près des ponts.

Plus loin, c'est le quai de la Rapée, qui, lui, est en bien mauvaise posture. De toutes ces bâches berge il ne reste que quelques hauts tas de charbon qui émergent, quelques semipermes bacs de gaz, et c'est tout. Quelques centimètres encore et la Seine sera au niveau des parapets. Aussi les services incomplets font-ils diligence pour surélever ces parapets. Si le fleuve n'est pas pressé, tout ira bien, mais s'il ne pas la gentillesse d'attendre que les travaux soient terminés, les habitants du quai de la Rapée devront bientôt regagner leur domicile en barque.

Je veux aller au quai National. Ce n'est pas facile : tout est coupé. Voici le quai de la Gare. Un barrage d'agents (la seule sorte de barrage que le gouvernement soit fichu d'organiser en temps de crues) rejoule les curieux et interdit l'accès du quai. Je passe, ici, c'est le déluge. Le quai est complètement envahi. Le service des passagères n'a pas été organisé et les barques sont les seuls moyens de communication possibles. Toutes les maisons ont été abandonnées par leurs occupants. Un petit bistro se trouve juste au point où l'eau vient affleurer. « Ça monte, ça monte, » s'crie-t-il furieux, et il va falloir que je ferme ! » Le pauvre homme ne sait plus où donner de la tête. C'est terrible, soupiré-t-il, tout le monde s'en va, et pourtant il faut manger ! Ah ! les vaches ! Ah ! les p... ! voilà tout ce qu'ils ont fait depuis 1910 ! Dans l'établissement, l'eau apparaît par la cave et par la porte, en même temps, un voisin, les pieds dans l'eau, déménage quelques objets oubliés la veille.

Et là-bas, au milieu de la chaussée liquide, un égout, transformé subitement en jeyser, bouillonne et jaillit.

Du côté opposé, vers le quai d'Auteuil, le paysage est analogue. Les camionnettes militaires enlèvent le mobilier de malheureux qui contemplent tout cela d'un oeil las et n'ont même plus la force de s'indigner.

Et une foule de curieux erre sur le quai, silencieux et regarde la Seine, une foule indifférente parfois et irritée souvent. Si l'administration entendait tous les qualitatifs dont on use pour la définit, elle serait certainement flattée !

D'ailleurs, cela doit lui être profondément indifférent. Lorsque le désastre sera consommé, elle passera à tous les vents de mises promesses, le bon populo sera content et l'on attendra tranquillement l'inondation de 1925-1926, après quoi, on recommencera. Ce n'est pas très difficile, il suffit d'avoir l'hopitude, et bientôt ! ce n'est pas l'habitude qui manque à l'administration en pareille matière. ... G. V.

Il faut que la marche des événements qui conduisent le gouvernement fasciste à la reconnaissance du gouvernement russe soit suivie de près par les camarades et les ouvriers français.

On annonce donc comme une chose accomplie l'accord général entre les deux gouvernements, y compris la reconnaissance politique du gouvernement des soviets (des soviets ?).

On assure que la confirmation officielle de cet accord est imminente.

M. Jansson, membre du Commissariat du Peuple pour le commerce à l'étranger et du Comité exécutif de l'Union des Républiques socialistes-soviétiques, l'envoyé extraordinaire à Rome pour la conclusion de l'accord italo-russe, a fait au journal fasciste *« Corriere Italiano »* de Rome, les déclarations suivantes :

« Les déclarations de Mussolini sur la conclusion de l'accord avec la Russie pour le rétablissement des rapports diplomatiques et pour la reconnaissance « de jure » de la Russie Soviétique ont été accueillies à Moscou avec la plus grande sympathie. Tous les journaux russes ont publié des articles sur la question, et de tous ces écrits se dégageait une sympathie absolue pour l'Italie. Mais les déclarations de Mussolini ont été aussi l'objet d'amples discussions dans les réunions et les meetings. Dans la séance d'ouverture de la nouvelle session des Soviets de Moscou, le substitut du président du Conseil du Commissariat du Peuple, Kameneff, parla sur le sujet en mettant en évidence l'importance des déclarations de Mussolini. En effet, continue Jansson, en analysant la situation économique et politique actuelle de l'Europe occidentale et les rapports entre les divers pays européens nous devons constater que le rapprochement entre l'Italie et la Russie ne rencontre pas de véritables obstacles mais au contraire est jugé convenable pour les deux pays soit sur le terrain économique, soit sur le terrain politique. »

A cette demande : Est-il vrai qu'il y a des démonstrations antifascistes en Russie, ces jours-ci ? Jansson répond : « Ces nouvelles sont fausses et ne sont propagées que pour créer des obstacles aux tractations engagées entre nos deux pays. Les adversaires de ces tractations veulent à tout prix empêcher qu'elles aboutissent. Je répète qu'aucune démonstration antifasciste n'eut lieu en Russie, le gouvernement russe n'a aucune intention d'ailleurs de se mêler des affaires intérieures des autres pays ».

« Une politique autonome et amicale envers la Russie sera, comme Mussolini l'explique, la meilleure garantie des bons rapports entre celle-ci et l'Italie, conclut Jansson. »

Tous les journaux d'Italie ont publié ces déclarations du délégué soviétique (soviétique ?)

L'« Avanti » les a fait suivre de commentaires aigres-doux, et en disant que Bombacci était maintenant réhabilité par ses paroles de l'envoyé extraordinaire moscovite.

Savez-vous qui a pris la défense de Moscou ? Mais les journaux fascistes qui protestent contre les commentaires de l'« Avanti » qu'ils appellent des « diffamations envers la Russie ».

Le quotidien fasciste outrancier de Rome, l'« Impero », dirigé par l'extravagant Marinetti, soutient la politique de Moscou contre la critique de l'« Avanti » en publiant un article en première page avec ce titre sur six colonnes : « Lénine aussi est devenu Mussolini. »

Quelques jours après, l'ambassade russe à Rome insiste sur ce point des déclarations de Jansson qui avait démenti l'existence de

ABONNEMENTS
POUR LA FRANCE
Un an... 48 fr. Six mois... 25 fr. Trois mois 13 fr. Chèque postal Ferlandei 586-65

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Le front unique entre Rome et Moscou

démonstrations contre le fascisme en Russie, et elle traîne d'ennemis de la Russie ceux qui faisaient circuler ces nouvelles.

Au sujet de l'accord italo-russe, il y a mieux encore que ce qui précède.

Le Vatican annonce avoir ouvert un référendum sur la reconnaissance de la Russie et que, jusqu'ici, il a eu la réponse favorable des cardinaux italiens et celle défavorable des cardinaux allemands. Le secrétaire d'Etat du Vatican est acquis, lui, à la reconnaissance de la Russie.

Je ne ferai pas de longs commentaires. A quicon bon ! Je dirai seulement que ces choses doivent fortement embarrasser ceux qui nous orientent sur tous les tons et à tous moments que : « gouvernement russe, Internationale communiste, Internationale syndicale rouge, c'est la même chose et qu'ils sont solidaires des trois. »

C'est la même chose, oui ! Et ils sont à plaindre les ouvriers sincèrement révolutionnaires qui croient encore à la fable de la révolution russe représentée par le Kremlin.

Armando BORGHI.

A-COTÉS

Fe

A PROPOS de meurtres politiques

Sous ce titre, Louison publie dans la Vie ouvrière l'article ci-dessous très intéressant sur bien des points et dont les bouchets dits communistes pourraient faire leur profit, eux qui déclarent le geste individuel antirévolutionnaire :

S'il est quelque chose dont la révolutionnaire doit se garder comme de la peste, c'est de figer sa pensée dans des formules commodes, établies une fois pour toutes et qu'il continuera à répéter imperturbablement sans se soucier si elles sont ou non confirmées par les faits.

Les socialistes et même les communistes se sont contentés longtemps de déclarer, au sujet des meurtres politiques, que ceux-ci n'avaient aucune importance, que leur influence sur le cours des événements était nulle, que la mort de qui que ce soit ne pouvait modifier en quoi que ce soit les rapports entre les classes.

Je ne pense pas qu'on puisse encore, après une période aussi riche en meurtres politiques que celle de ces cinq dernières années, soutenir pareille opinion.

Personne ne peut prétendre que les meurtres successifs de Rosa Luxembourg de Liebknecht, de Kurt Eisner, d'Erlanger et de Rathenau, pour ne citer que ceux-ci, n'ont point singulièrement facilité l'accès de la grande industrie allemande au pouvoir.

En Italie, le fascisme ne s'en est point pris aux grands chefs, mais plus habilement il a frappé en un point plus sensible : il a tué les militants locaux, véritable armature de tout mouvement ouvrier. C'est grâce à l'assassinat de centaines de militants obscurs, mais essentiels, que Mussolini a pu aboutir à la marche sur Rome.

Qu'en m'entende bien ! Je n'ai nullement l'intention de prétendre que c'est de l'existence de quelques hommes que dépend la Révolution sociale, et que du sort des chefs dépend celui des classes. Nul plus que moi n'est convaincu que l'état social dépend des rapports de force existant entre les classes, que l'agent fondamental de la transformation sociale est le développement de la conscience de classe prolétarienne, et que la Révolution sera le fruit des combats de masse de la classe ouvrière.

Mais il n'en reste pas moins que, lorsque les classes en présence arrivent à être à peu près de la même force, à ces moments qu'on appelle généralement des moments de déséquilibre social, mais qui sont au contraire les moments où les forces antagonistes se font équilibre, il suffit de peu de chose pour faire pencher les plateaux de la balance d'un côté plutôt que de l'autre, et ce peu de chose peut être la présence ou l'absence d'un homme. A de rares époques, l'existence ou la mort d'un homme peuvent être décisives pour la classe, — pour son avenir immédiat tout au moins.

Certes ! si le prolétariat allemand avait eu une conscience de classe plus développée, si n'avait point encore été tellement pénétré d'idéologie bourgeoise et dépourvu de confiance en lui, ce n'est point le meurtre de Liebknecht ou de Rosa qui aurait arrêté la Révolution. De même, sur un plan inférieur, si Stinnes n'avait point eu la puissante base économique que lui constitue la possession du charbon de Gelsenkirchen et de l'acier de Bochum, ni se lui aurait point suffi de faire assassiner Rathenau pour devenir maître du Reich.

Mais les forces étaient telles, qu'elles étaient, les classes ouvrières d'Allemagne et d'Italie possédant tout juste, sans excès, la maturité nécessaire pour pouvoir renverser la bourgeoisie, l'assassinat de l'élite révolutionnaire dans ces deux pays est parvenu à détruire l'équilibre au profit de la bourgeoisie.

Il est exact que dans un état social stable, où la classe dominante jouit d'un exercice de force certain sur les classes dominées, le meurtre des chefs d'un côté ou de l'autre est sans importance politique, sans importance directe, tout au moins, — mais cela n'est vrai qu'en périodes de stabilité. Dans les moments révolutionnaires, c'est le contraire qui est vrai.

Il importe que nous n'oubliions pas ce fait qu'une chose aussi riche d'expérience politique que la bourgeoisie a cru nécessaire, dans les deux grands pays d'Europe où sa domination était la plus fortement menacée, de jeter l'assassinat dans la balance au moment décisif.

Le N° 22 de

La Revue Anarchiste

Magazine mensuel de philosophie, de sociologie, de littérature, d'art et de science

Vient de paraître

A SOMMAIRE :

L'INDIVIDU ET L'AUTORITÉ, par A. Colomer. CHOIX DE POÈMES, par Lucien Jacques. CANAUX, par Hélène Bannier.

LE TRAVAIL, par Albert Soubervieille. NIOURKA, par Brutus Mercereau. REVUE DES REVUES, par M. Wullens.

AVEC UN SOURIRE AMICAL, par Han Rynier. L'OPPOSITION OUVRIÈRE, par Kollontai.

Le numéro : 1 fr. 50.

ABONNEMENTS : France : 4 mois, 5 fr. ; 8 mois, 10 fr. ; un an, 15 fr. ; Extérieur : 4 mois, 6 fr. ; 8 mois, 12 fr. ; un an, 18 fr.

Le meilleur moyen de se préparer régulièrement la Revue Anarchiste est de s'abonner.

Adresser le montant des abonnements par chèque postal à Féréland 586-65 Paris, après en avoir avisé l'administrateur Pierre Lentente, 3, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Union Anarchiste GROUPE DU XVII^e

Dimanche 6 janvier, à 14 h. 30, salle Garigues, 29, rue Ordener.

GRANDE CONFÉRENCE

par Han Rynier

sur Le Pluralisme et J.-H. Rosny aîné. Entrée gratuite.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦♦♦ ♦♦♦ d'un Paria

Pour faire un bon journaliste, il faut évidemment savoir tant soi peu écrire. Il faut aussi posséder sur toutes choses quelques idées générales et surtout être dénué de tous scrupules. Celui qui se lancerait dans cette profession sans réunir à la fois ces trois conditions, est bien certain de manquer toute sa vie de la vache enragée.

Après tout, s'il n'y a pas d'inconvénient pour le porte-monnaie de la ménagère, s'il n'y a pas de danger pour la raison du lecteur, on pourrait ajouter dans le filer à provisions le « Bulletin communiste » et la « V. O. » et autres lumignons spirituels « déclarés » par Moscou. Mais ce serait toujours la même cuisine sous des noms différents.

Tous son articulé sur le cas des anarchistes italiens en lui faisant observer que

ils étaient et combattaient aussi, pour les mêmes motifs, Lénine, le dictateur de toutes les Russies.

Certes, les navets sont comme le syndicalisme, ils ne suffisent pas à tout. Il ne faut pas seulement remplir les boyaux, il faut aussi boucher le crâne.

Mais tout de même ! Deux journaux par jour de la même « usine à boucher le moi », n'est-ce pas exagéré pour une maigre bourse, n'est-ce pas dangereux pour le même crâne ?

Et pour faire un bon journaliste, il faut évidemment pourvoir à la portefeuille de la ménagère, s'il n'y a pas d'inconvénient pour le porte-monnaie de la ménagère, s'il n'y a pas de danger pour la raison du lecteur, on pourrait ajouter dans le filer à provisions le « Bulletin communiste » et la « V. O. » et autres lumignons spirituels « déclarés » par Moscou. Mais ce serait toujours la même cuisine sous des noms différents.

Tous son articulé sur le cas des anarchistes italiens en lui faisant observer que

ils étaient et combattaient aussi, pour les mêmes motifs, Lénine, le dictateur de toutes les Russies.

Rigolos.

On se souvient de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'était-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'était-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'était-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'isème !...

El s'ouvre de notre écho publié dimanche dernier, relatif à la situation de nos amis ayant accompli plusieurs mois de prison pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton.

Notre camarade Louis Loréal écrit un article en faveur de celle-ci. Il soutient encore la Santé où l'on compte le conserver jusqu'à mois de juin. Les jurés ont acquitté Germaine Berton. N'est-il pas juste, de notre part, d'écrire que tous ceux de nos camarades qui avaient été poursuivis et emprisonnés pour avoir fait l'apologie de Germaine Berton devaient obtenir la révision de leur procès, ou plutôt être relâchés.

Notre vieille amie l'Action Française, par

partie n'a rien écrit.

Voici ce qu'elle écrit dans son numéro

d'is

A travers le Pays

LES CRUES

A Paris

Après les gares d'Orsay, du Pont Saint-Michel et des Invalides, c'est la gare de Matabœuf qui vient d'être fermée au public. Hier, à partir de 20 heures, les trains partaient de la gare de Javel.

L'eau s'étend un peu partout. Des Invalides au pont de l'Alma, la voie est couverte sur toute sa longueur par une couche de dix centimètres. A la gare des Invalides on cueille toutes les issues. Si la Seine se déverse, ça ira, mais, sinon ?

Un pont de Bercy, le paysage est tragique tellement le fleuve grossit et fait des dégâts.

Les Grands Moulins sont entièrement noyés et, hier matin, quatre camions se sont embourbés en essayant de faire le ravigaillement en farine.

Sur la rive gauche, l'inondation est sévère. Les caves sont complètement inondées et les pompiers sont impuissants. On mure les bouches d'égout.

A la porte de Blanlancourt, une digue, élevée ces jours-ci, s'est rompue et les quais ont été inondés. Voilà le beau travail des services techniques !

Le Service central hydrométrique communique le bulletin suivant :

« La Seine, à Paris, a atteint ce matin, à 8 heures, la cote 6.65 au pont d'Austerlitz ; on prévoit, dans la soirée, une cote de 6.75 à 6.80.

« Demain, dans la matinée, on peut prévoir la cote 6.90 environ et 7 m. à 7 m. 10 vers samedi 5 ou dimanche 6.

« Il ne semble pas que ces cotes doivent être dépassées sensiblement pour la crue actuelle. »

Et l'on donnait les cotes suivantes : Montreuil, 2 janvier, 4 m. 47 ; 3, 4 m. 51 ; Châtillon, 2 janvier, 3 m. 92 ; 3, 4 m. 26 ; Paris-Austerlitz, 2 janvier, 6 m. 25 ; 3, 6 mètres 65 ; Mantes, 6 m. 55 ; 3, 7 m. 06.

La crue s'annoncerait-elle ? Les prévisions météorologiques ne la laissent guère prévoir : Région parisienne : Vents Sud-Ouest faibles à modérés, nuageux, doux à pluies. Même temps région Nord et Ouest, dégel complet dans l'Est, beau au Sud-Est et Sud.

En banlieue

C'est en banlieue, naturellement, que la situation est la plus critique et que le déssir est flagrant.

A Alfortville, on avait fait venir de la troupe pour combattre l'inondation et secourir les habitants. Mais les barrages ont été emportés et l'île Saint-Pierre envahie. Tout Alfortville est sous l'eau. La municipalité a fait actionner les sirènes qui, en temps de guerre, servaient à avertir du passage des gothas. On a évacué 3000 habitants.

A Ivry, situation identique. Les marins procèdent au sauvetage.

A Versailles, la rue de Vaugirard située au Bas-Meudon est complètement submergée. Il y a soixante centimètres d'eau ; de telle sorte que la circulation est interrompue. Les habitants sont obligés d'évacuer les lieux, aidés par les soldats. L'autorité compétente a envoyé ce matin du renfort et des bateaux.

A Ablon, l'administration préfectorale a fait envoyer dans la matinée des spécialistes et des madriers pour l'établissement des passerelles.

A Mantes, par mesure de précaution, tout le bétail a été évacué.

A Versailles, les voyageurs se rendant à Paris-Invalides sont invités à utiliser la gare de Versailles-Chantiers en empruntant les trains de grande banlieue. Les navettes qui font le service entre Meudon-Val-Fleury et Paris-Invalides sont complètement supprimées.

Le Grand Morin subit une nouvelle crue extrêmement rapide, toute la vallée est inondée pour la quatrième fois en moins d'un mois. Le travail est de nouveau suspendu dans les usines. Le Petit Morin déborde également.

Alors ! c'est décidément du bon travail !

Le sous-secrétaire des P.T.T. communique la note suivante :

La crue de la Seine, en inondant les cabines électriques souterraines, a rompu les communications téléphoniques dans les localités de la banlieue suivantes : Boissy-Saint-Léger, Louveciennes, Saint-Germain, Alfortville, Vitry, Choisy.

L'administration des Postes a déjà rétabli partiellement les circuits de Vitry et de Choisy par voie aérienne.

Des dispositions sont prises pour que les autres localités bénéficient du même réta-

bissement, dans le plus bref délai possible. D'autre part, on signale que le bureau de poste d'Ivry-Port a été transféré à Ivry-Centre et celui de Saint-Maurice à Charenton.

Les dispositions ont été prises au cas où la gare d'Austerlitz serait atteinte par la crue pour amener par la gare de Paris-Denfert le train postal du soir sur les lignes du Sud-Ouest.

En province

A Chatou-sur-Seine, la situation est à peu près la même. Les principales rues restent inondées bien que la crue soit commencée à Chatou depuis ce matin. L'eau ayant envahi les abords des écoles situées au centre de la ville, les élèves ont été évacués.

Un poseur de chemin de fer, M. Laroche, 36 ans, trompé par l'obscurité, est tombé dans la partie inondée ; il s'est noyé.

Le service officiel annonce que la crue est générale sur toute la Seine de Verdun à Châlons ; le Doubs baisse sur tout son cours également.

Le Rhône inonde toujours les îlots, l'île Mireau, les routes d'Orange près de Roquemaure, et Les Cubières.

L'Hers et la Petite-Lle sont toujours submergées par les infiltrations qui augmentent.

Toutefois, le Rhône paraît être en baisse légère. A Roquemaure (Gard), il cote 5 m. 60 au lieu de 5 m. 70 le 1er janvier.

Avignon, il était à 5 m. 17 à midi, au lieu de 5 m. 18 à 2 heures du matin.

A Caderousse, à l'échelle de l'abattoir, le Rhône cote 5 m. 85 marquant une baisse de 6 centimètres.

Toutes les rivières et les ruisseaux des Ardennes, par suite d'abondantes chutes de neige débordent. Cependant, une sensible amélioration dans la situation générale s'est produite à midi.

Par suite des pluies qui ne cessent de tomber dans la région du Sud-Ouest, la Garonne subit une crue très forte. Des inondations sont signalées dans la partie haute du fleuve, notamment à Langon, à la Réole et à Marmande.

A Bordeaux, le fleuve est très gros, il n'est pas encore sorti de son lit, mais d'importantes mesures de précaution (1) sont prises par les services des Ponts et Chaussees et du port, et les autorités civiles, en prévision des grandes marées des 6, 7, 8 et 9 janvier, dont le coefficient de 100 correspond avec la nouvelle lune.

DERNIÈRE HEURE

En dernière heure on signale que la crue est générale dans la vallée de l'Aube et de la Seine. A Bar-sur-Seine, la cote est de 3 m. 30 contre 3 m. 48 hier.

A Troyes, elle est de 3 m. 82 contre 3 m. 98.

A Nogent-sur-Seine, 3 m. 20 contre 3 m. 27.

A Bray-sur-Seine, 3 m. 28 :

A Arcis-sur-Aube, 2 m. 90 contre 3 m. 02.

Le pain va encore augmenter

Par arrêté du ministre de l'Agriculture en date de ce jour, l'intendant général Rimbert est nommé membre de la Commission supérieure d'utilisation du blé.

Encore un qu'il va falloir payer.

MIDL EST CONDAMNÉ

Le tribunal correctionnel d'Orange avait condamné M. Midol par défaut en octobre 1920, à six mois de prison et 500 francs d'amende. L'affaire était revenue sur opposition le 27 décembre devant le tribunal d'Orange, qui avait mis l'affaire en débâcle.

Le jugement, prononcé aujourd'hui, condamne M. Midol à six mois de prison, 200 francs d'amende, avec sursis, et aux dépens. Le tribunal a déclaré confondre cette peine avec celle prononcée par le tribunal d'Avignon pour complicité d'excitation de militaires à la désobéissance.

Jugement de classe, comme il fallait s'y attendre.

Cortez, en sortant le matin, n'avait qu'à dépasser le coude de la rue pour jour de la campagne. La montagne de Fourvières, aux pentes couvertes d'arbres et de couverts, quoique située au delà de la Saône, semblait, tant sa proximité augmentait ses proportions, placée là exprès pour barrer aux habitants de la rue Ecorchebœuf, le chemin du reste du monde. Le soir, il préparait, à gauche de l'abberge, un passage vers une maison, ce passage le conduisait à un petit café où « Guignol » jouait le répertoire de M. Lagoutte. Un peu plus loin, la place des Célestins, entourée de cafés-concerts, lui offrait le mouvement et la vie d'une place italienne, tandis que la place des Jacobins, assombrie par l'hôtel de la Préfecture et les grandes façades sans balcons et sans fleurs, lui rappelait les carrefours irréguliers des vieilles communes du temps des corporations.

Au « Cheval Noir », Cortez se trouvait dans son élément. La maison et le quartier lui plaisaient également. Il était de ceux qui parlent haut dans les cafés, tuent les garçons, embrassent les servantes, se déparent en rencontres, en petits verres, en conversations, osent tout, disent tout, brodent d'esprit et trouvent de cynisme leur vulgarité.

— Pape, ma soupe ! dit Cortez en entrant

gardant. Lorsque Cortez était arrivé, on réparait la façade ; le tableau avait disparu.

— Où est le « Cheval Noir » ? s'était-il écrié. Qu'en remette le cheval, ou je vais l'ouvrir.

On l'avait remis et on lui avait rendu aussi la grande chambre carrelée, à plafond de solives croisées et à fenêtres garnies de petits carreaux, qui occupait le moitié du premier étage.

Cortez, en sortant le matin, n'avait qu'à dépasser le coude de la rue pour jour de la campagne. La montagne de Fourvières, aux pentes couvertes d'arbres et de couverts, quoique située au delà de la Saône, semblait, tant sa proximité augmentait ses proportions, placée là exprès pour barrer aux habitants de la rue Ecorchebœuf, le chemin du reste du monde. Le soir, il préparait, à gauche de l'abberge, un passage vers une maison, ce passage le conduisait à un petit café où « Guignol » jouait le répertoire de M. Lagoutte. Un peu plus loin, la place des Célestins, entourée de cafés-concerts, lui offrait le mouvement et la vie d'une place italienne, tandis que la place des Jacobins, assombrie par l'hôtel de la Préfecture et les grandes façades sans balcons et sans fleurs, lui rappelait les carrefours irréguliers des vieilles communes du temps des corporations.

Au « Cheval Noir », Cortez se trouvait dans sa salle commune du « Cheval Noir ». J'ai affaire de bonne heure en ville, et je ne rentrai pas déjeuner.

Papa, petit homme à la figure paternelle, s'éloigna dans la direction de la cuisine, d'où il revint portant une assiette fumante qu'il posa devant son client.

Cortez s'était assis. Il fit le mouvement d'un homme qui se réveille en sursaut.

— Est-ce que vous n'avez pas bien dormi ? dit doucement Papa.

— Au contraire, mais je termine une grosse affaire aujourd'hui, et cela m'absorbe un peu.

— Bon, dit Papa, je vous laisse.

Il se dirigea sur la pointe des pieds vers la cage vitrée où sa femme, le grand livre ouvert devant elle, faisait des additions.

— Miette, dit-il à voix basse, M. Cortez termine une grosse affaire aujourd'hui.

— Quelle affaire, demanda Miette avec un accent qui venait de Pont-Saint-Esprit comme ses pommettes brunes et ses yeux noirs.

— Je n'en sais rien.

— Alors, va te demander et laisse-moi tranquille.

— J'y vais, dit Papa qui, repoussé des deux côtés, s'arrêta à mi chemin de la cage et de la table, de façon à n'importuner personne en restant au service de tout le monde.

Cortez avala sa soupe, but un verre de vin, prit son chapeau et sortit sans rien dire.

Miette avait posé sa plume. Elle murmura :

— M. Cortez n'est plus le même cette année.

Il n'était plus le même en effet. Le vieux commis-voyageur, qui faisait à la fois la place pour les vins de sa maison et les journaux de son parti, remplissait bien encore le Cheval Noir des éclats de sa voix et de

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Il y a une quinzaine, une autre explosion s'est produite qui aurait pu, comme celle-ci, faire l'effet d'un fait-divers, l'explosion du « Dixmude », et cependant tous les journaux, tous sans exception, en ont fait des gorges-chaudes, ont placé sur les « héros » qui se trouvaient à bord du dirigeable.

Bien que nous déplorions la mort de malheureux qui, inconsciemment parfois, mais de leur plein gré, risquent leur vie dans des entreprises malfaisantes, toutes nos sympathies vont aux blessés et morts de cet incident qui tombent victimes d'un banal accident.

Peoria, (dernière heure). — La police évalue à 25 le nombre des personnes tuées dans l'explosion. D'autre part sur la centaine de blessés transportés dans les hôpitaux, beaucoup ont été si grièvement blessés qu'ils ne passeront pas la nuit.

ITALIE

LA TERRE TREMBLE

Ancone, 3 janvier. — Depuis la première secousse sismique qui s'est produite hier matin, 15 nouvelles secousses sismiques d'intensité variable ont été ressenties sur le territoire de Pesaro.

Les régions de Mondolé, Marotta et de San Costanzo ont subi des dommages et il y a eu quelques blessés.

Les autorités ont, par ailleurs, pris des mesures pour abriter la population.

L'Italie n'a-t-elle pas assez de Mussolini, sans que les éléments viennent encore ajouter d'autres désastres à la misère du peuple.

JAPON

L'ON VIT TOUT DE MEME

Tokio, 3 janvier. — D'après le journal « Kokumin Shimbun », le vicomte Kiyoursu aurait décliné l'offre du Régent de former le cabinet.

Chez Thémis

UNE ERREUR JUDICIAIRE A-T-ELLE ETE COMMISE HIER ?

J'avoue que si je me reconnaissais le droit et le devoir de juger mes semblables, j'aurais été, hier, bien embarrassé.

Devant la Cour d'Assises comparaitait un homme, Louis Nicoulez, accusé d'avoir soustrait, au préjudice de ses patrons, une somme de 19.240 francs.

Les faits remontent à treize ans, au 31 janvier 1911, pour préciser. « L'accusé », d'hier fut, une première fois, jugé par contumace, par la Cour d'Assises de la même année, qui le condamna à dix ans de réclusion. Comme en matière criminelle, la prescription n'est acquise qu'au bout de vingt ans. Louis Nicoulez, arrêté en septembre 1922, prenait place dans le box.

De taille moyenne, âgé d'environ quarante-cinq ans, il paraît bien son âge, des cheveux blancs recouvrant déjà son front.

Au physique, l'allure d'un petit commerçant — il tenait en début de boissons, en 1911, 120, rue Championnet. Ce fonds, il l'avait acquis le 20 décembre 1909.

Au moral... mais je ne dirai rien, ayant promis de ne jamais juger des « accusés » — qui sont plutôt des victimes que des coupables.

Et puis, il ne faut jamais — c'est une opinion — entraver la tâche de la défense, car celle-ci est toujours pénible, toujours difficile à mener, il faut compter avec l'accusation et l'avocat le plus habile ne peut jamais être certain du sort que le jury réservera à ses clients.

Hier, j

L'Action et la Pensée des Travailleurs

C'en est trop, à la fin !

La Maison des Syndicats

est-elle aux politiciens ?

Lundi, au Congrès de l'U.D. de la Seine, Charbonneau, du Bâtiment, signalait une réunion de quartier organisée par le Parti communiste avec un orateur non syndiqué et non syndicable pour parler de questions exclusivement syndicales.

Le *Libertaire* a parlé du « Théâtre confédéral » qui fut torpilié par les communistes de la C.G.T.U. Et maintenant, nous avons un théâtre communiste qui nous joue la pièce dans la Maison des Syndicats.

On ne peut plus faire un pas dans l'impasse confédérale sans trébucher dans les jambes d'un dirigeant-permanent du Parti.

L'imprimerie de la Maison des Syndicats est devenue l'imprimerie du Parti.

Fréquemment, les salles de l'Union sont occupées par les gens du Parti, et souvent c'est pour attaquer le syndicalisme.

Est-ce que le bureau de l'Union va continuer longtemps à se moquer impunément des syndicats et des syndiqués ? Le vase ne va-t-il pas déborder ?

Voici le comble : *L'Humanité* d'hier annonce textuellement :

La Fédération Communiste de la Seine (S.F.I.C.) et la 4^e Entente des Jeunesse Communistes organisent pour samedi prochain 5 janvier, un grand meeting, salle de l'Union des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

A l'ordre du jour : La vie chère. Les loyers. Les salaires. Les 1.800. Une armée d'occupation de la Ruhr.

Prendront la parole : Lucien Midol, Marcel Cachin, Louis Sellié, Albert Treint, Marthe Bigot, Chasseigne, Raynaud.

Alors que nos syndicats et nos jeunesse syndicalistes ont du mal à trouver des salles, n'est-ce pas un scandale de voir continuellement un parti politique dans l'immeuble syndical ?

Si un parti extérieur a la prétention de solutionner les questions syndicales comme la vie chère, les salaires, les 1.800 fr., les syndicats n'ont plus qu'à se dissoudre.

C'est une véritable abdication publique que vient de faire le bureau de l'Union en abandonnant à un parti politique une salle syndicale pour y traiter des questions syndicales.

En jetant ce cri d'alarme, nous espérons être entendus. Il se trouvera bien encore dans la région parisienne des milliers de syndiqués pour défendre leur maison et leur mouvement.

Le culte du P.C. a produit des mouvements d'indignation dans les fédérations et dans les syndicats, rue Grange-aux-Belles et à la Bourse.

A la Fédération du Bâtiment, on nous remis la protestation suivante :

Est-ce une méprise ?

Nous lisons dans *L'Humanité* d'hier l'annonce d'un grand meeting samedi, à l'Union des Syndicats, rue Grange-aux-Belles, organisé par le Parti communiste.

A l'ordre du jour : la vie chère, les salaires, les 1.800 fr.

Nous nous sommes aussi demandés si on ne se trompait pas et si ce n'était pas plutôt la C.G.T.U. qui continuait son programme et sa propagande par cette réunion.

Il paraît que nous nous trompons. Avant Bourges on pouvait encore organiser de la propagande sous le masque de Comités d'action, mais depuis Bourges, la C.G.T.U. n'est plus rien et laisse le parti politique s'emparer du programme syndicaliste.

Vraiment, est-ce que cela va continuer ?

Et l'Union des Syndicats, la principale intéressée, qu'attend-t-elle pour protester ?

Ne sera-t-elle plus bonne à rien ?

Déloguerait-elle par hasard un secrétaire pour faire la propagande du Parti ?

Et les syndicats, qu'en pensent-ils ?

JUTEAU, EPINETTE.

Ils ont du culot !

De la Fédération Postale, nous avons reçu la lettre ci-dessous :

La Fédération communiste de la Seine et la 4^e entente des jeunesse communistes organisent un meeting avec comme ordre du jour : la vie chère, les salaires, les 1.800 fr. Ainsi voilà bien établie la collusion existant entre le parti et les dirigeants de la majorité confédérale issue du congrès de Bourges.

Si le bureau confédéral avait encore un peu de pudeur, son devoir serait de se dresser contre cette manœuvre honteuse d'un parti qui essaye, par tous les moyens, à se substituer aux organisations syndicales seules qualifiées pour engager l'action et l'amener à son aboutissement.

À Bourges, nous avions raison de dénoncer ce bluff. Maintenant on ne se gêne plus. A quoi bon consulter les secrétaires d'organisation ? Le grand parti des masses va entrer en action ! Véritablement, on croit rêver en lisant la liste des orateurs inscrits d'voir figurer le nom d'un secrétaire de l'Union départementale de la Seine, qui engage son organisation à la remorque de politiciens dont toute l'action va consister à prôner la tactique du parti et à assurer aux auditeurs que le salut est dans de bonnes élections.

Comme nous allons dégonfler le bluff des Lafayette dans leur campagne pour les 1.800 fr., nous dégonflerons le bluff des communistes. Que devient l'intérêt de la classe ouvrière dans toute cette cuisine ? Quelle figure fait ce pauvre syndicalisme ?

Et bien, nous sommes encore quelques-uns qui ne nous inclinons pas devant ces manœuvres. D'ores et déjà la fédération postale proteste énergiquement contre cette tentative non déguisée d'atteinte à son autonomie.

Si les dirigeants confédéraux encaissent, nous ne pouvons que les plaindre. Mais nous, nous refusons, par notre silence, à donner à la classe ouvrière l'impression que tous ses représentants la livrent pieds et poings liés à ses pires ennemis les politiciens.

PEYTAUD.

Secrétaire de la Fédération Postale Unitaire.

Les terrassiers rouspètent

A la Bourse, les nombreux camarades que nous avons vus sont outrés d'une pareille insolence.

Le Conseil des Terrassiers, réuni hier soir, a adopté, à l'unanimité, la résolution que voici :

« Nous avons eu connaissance, par l'*Humanité*, d'un meeting organisé par le P.C. et ayant à l'ordre du jour la vie chère et les salaires.

« Nous nous étonnons de voir que l'Union des Syndicats accorde la grande salle de la Maison des Syndicats pour qu'un parti politique vienne y faire le travail des syndicats. Et c'est un secrétaire de l'Union qui a retenu cette salle à cet effet !

« Nous invitons tous les camarades syndicalistes à se rendre à leur maison, 33, rue Grange-aux-Belles, demain samedi, à 20 h. 30, pour prouver que le syndicalisme n'est pas mort et qu'il peut encore faire son travail lui-même. »

Le Conseil des Terrassiers.

Le Bâtiment aussi

D'autre part, le conseil général du Syndicat du Bâtiment s'est réuni également hier soir et a adopté une résolution identique à celle des Terrassiers.

Vraiment, c'en est trop, et demain soir les syndiqués de la Seine feront voir aux politiciens qu'ils sont assez grands garçons pour faire leurs affaires eux-mêmes.

LA VÉRITÉ SUR LES COMMUNAUX

Victoire syndicaliste !

Dégonflage communiste !

C'est pas parce que les Communaux se sont prononcés contre l'autonomie, que *L'Humanité* doit chanter victoire. Au contraire. Qu'on en juge.

Depuis que j'assiste à des congrès — et bon dieu ! en ai-je bouffé, dans ma garde de vie de ces congrès — jamais je n'ai vu un bureau mettre un tel acharnement à vouloir se faire battre !

Certes, camarades du bureau, au Congrès de dimanche, vous avez été battus, mais sapristi, avouez que vous l'avez cherché.

Quant à la victoire des communistes, doucement les basses ; vrai mes chers orthos, vous n'êtes pas difficiles !

Et pourtant, sauf sur la question d'autonomie le bureau avait tous les atouts en main. D'abord, boucan et interruptions des communistes chaque fois qu'un orateur du bureau prend la parole. Cris d'animaux.

Ce chapitre, ils sont très forts. A leur école de propagandistes, ils ont dû annexer une section spéciale d'imitation de cris d'animaux avec, comme directeur, Rappoport.

Donc, les Orthos interrompent à tout bout de champ. C'est parfait. Les moins averts des camarades, s'ils sont sincères, voient clair.

Première gaffe du bureau. A la motion préjudiciable d'unité, il en oppose une autre, si peu claire, qu'elle a besoin d'être expliquée. Et pourquoi cette menace de démission ?

Et maintenant, voyons la victoire communiste.

Verrier développe le rapport moral, Jacques le critique aigrement et au vote, le rapport moral est... adopté à la presque unanimité.

Ainsi, malgré les critiques, les outrages et les calomnies, la gestion du bureau est approuvée.

Camarades du bureau, si ce n'est pas là une victoire pour vous, je n'y comprends plus rien. *L'Humanité* est d'ailleurs de mon avis, car, pudiquement, elle jette un voile sur ce vote et le passe sous silence !

Sur la question de l'autonomie, le bureau est en minorité, mais, car il y a un mais, ce n'est pas la motion communiste qui triomphe ; comme des hontes les communistes se sont abrités derrière la motion de Boulogne qui fastige l'ingérence des partis politiques : une victoire communiste ça !

Raffuge, le bureau démissionne. L'assemblée pouvait-elle se séparer ainsi ? Boulogne présente une liste provisoire qui est adoptée. Les camarades du bureau de crier à la combine ; Mais, nom de Dieu, s'il y a combine, c'est de votre faute, il fallait rester, et c'est la que réside la gaffe, si le bureau élu par les sections s'était maintenu, il avait pour lui la majorité de l'assemblée. La preuve, c'est le maintien au poste de trésorier du camarade Peyron, maintien voté à l'unanimité !

D'autre part, il importe que tous nos camarades notent bien le deuxième mardi, comme le jour consacré au Cercle de la Famille et ensuite pour qu'ils ne puissent être majorés à l'avenir de nous envoyer les demandes d'admissions d'amis sûrs, qu'ils apostilleront, s'ils ont une année de Société, car la Famille est une proie tentante, qui peut leur donner sans compter les emplois, la puissance financière que leur inaptitude à l'organisation les empêche d'acquérir.

Et, profitant de l'absence de nos amis, ils ont fait adopter par le Cercle du 13 novembre à l'appel nominal, une proposition de Decran, qui nous oblige à prendre onze abonnements d'une année, au *Libertaire*, à la Bataille Syndicaliste et à l'Égalité, dont les tendances anti-communistes et anti-unitaires ne sont pas à démontrer, et pour laquelle ont voté 26 employés sur 28.

La Commission exécutive du Cercle est décidée à demander un nouveau vote à la prochaine réunion de celui-ci, qui aura lieu le 8 janvier, 49, rue de Breagne. Nous vous demandons donc de venir appuyer la Commission Exécutive du Cercle et d'y être tous présents. Nous sommes la majorité, nous devons le rester.

D'autre part, il importe que tous nos camarades notent bien le deuxième mardi, comme le jour consacré au Cercle de la Famille et ensuite pour qu'ils ne puissent être majorés à l'avenir de nous envoyer les demandes d'admissions d'amis sûrs, qu'ils apostilleront, s'ils ont une année de Société, pour l'assemblée d'avril, ou que nous ferons apostiller par des camarades du groupe. Ces camarades ont droit d'assister au Cercle, dès l'Assemblée Générale qui ratifiera leur adhésion, mais avec voix consultative, seulement, il serait cependant utile qu'ils nous assistassent souvent, afin d'être bien au courant des affaires de la Société, ains d'ailleurs, qu'à Groupe, dont ils ne peuvent faire partie que sur la présentation d'un membre déjà adhérent.

Et pour finir la bonne Mère l'Oie entre Costel :

« Costel a vu hier qu'il ne représentait plus rien. »

Pas possible, chère *L'Humanité* ! quelle heureuse nouvelle ! N'empêche qu'à votre place je me méfierais. Pour un mort, Costel a bougrenge d'énergie ; il l'a prouvé en tenant tête à la meute déchainée. D'autre part, je crois que les sections ne tarderont guère à vous prouver que le mort se porte bien.

A L'ACTION, LES COMMUNAUX !

Et maintenant camarades communaux, à l'œuvre. Allons renforcer les rangs des bons bougres du bâtiment et d'ailleurs. Le redressement est en bonne voie.

Allons, Costel, ne boude pas à la besogne. Allons, Dufois, tu ne peux pas caner car tu aimes trop la lutte. Et la lutte, c'est la vie.

D'ailleurs, le jeu en vaut bien la chandelle. Arracher le syndicalisme à l'emprise de la limace politique qui bave sur lui, n'est-ce pas un but assez noble !

Allons, camarades, un bon coup d'épaulement et le chant de triomphe des pseudo-communistes sera leur chant... de l'oeie.

VALON,
des Communaux de Bagnolet.

Les rongeurs de coopératives

A la Bellevilloise

La « Bellevilloise » a subi l'assaut des familiers du P.C. Et hier, dans *L'Humanité* le citoyen liberté montre franchement les dents.

Suivant, d'ailleurs les décisions du 4^e congrès de l'Internationale communiste, qui recommandent de conquérir les caisses des coopératives, le citoyen liberté déclare sans ambiguïté que la Bellevilloise se doit « d'aider à la propagande des organisations politiques du prolétariat. »

N'est-ce pas ce même citoyen qui s'était « aidé » lui-même aux P.T.T. d'une façon assez désinvolte et qui dut aller se faire pendre par les amis de l'Armée rouge ?

S'il est allé se faire pendre à la Bellevilloise, il est évidemment très qualifié pour demander une soustraction au profit du Grand Parti des masses.

A la « Famille Nouvelle »

La « Famille Nouvelle » est une coopérative de restaurants que tous les militants connaissent. Elle est dirigée actuellement par deux communistes distingués, les citoyens Henri et Guillou.

Un nouveau restaurant va être inauguré dimanche prochain, 6 janvier, au 68 de l'avenue de Saint-Ouen. A cet effet, une invitation est faite à tous les sociétaires pour la veille, demain, samedi, à 21 heures, dans la salle du nouveau restaurant.

Et pendant ce temps-là les communistes envoient une circulaire secrète à leurs partisans. Voici textuellement :

GROUPE DES COOPERATEURS COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES DE LA « FAMILLE NOUVELLE »

Cher camarade,

Comme vous le savez, le Cercle de la Famille se réunit tous les deux derniers mardis de chaque mois et il y est fait un rapport de la Commission Exécutive du Cercle, sur la propagande, la Solidarité et sur toutes les questions qui lui sont présentées, ainsi qu'un rapport du Conseil d'administration sur les affaires en cours et la marche commerciale et financière de la Société de façon que tous les sociétaires puissent faire leurs suggestions et réflexions qu'ils jugent être utiles.

U.D. Confédérée. — Réunion demain, à 20 h. 30, à la Bourse de la Commission exécutive.

Ameublement parisien. — Maison Casset, 30, rue Chanzy, réunion de tout le personnel, ce soir, à 19 heures, salle Courson, 48, rue Chanzy. Orateurs : Demouillier et Guérard.

Bijou (Potiers d'étain). — Réunion ce soir, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 33, rue du Chêne-d'Eau.

Fumistes Industriels d'Usine (C.G.T.). — A la date du 3 janvier, une permanence sera tenue au Bureau de l'Union, première étage, Bourse du Travail : de 9 à 18 heures, le lundi, mardi, mercredi et vendredi ; de 9 à 19 heures les mardi, jeudi et samedi ; de 9 à 11 heures et demie le dimanche.

Lithographie. — Assemblée générale du Syndicat aujourd'hui vendredi à 20 h. 30, salle Ferrer.

Machinistes et Accessoriistes de Paris. — Le Conseil a décidé qu'il était nécessaire de faire, pour l'année 1924, un recensement sérieux. Nous faisons appel à toutes les personnes appartenant à l'organisation qui se trouvent en retard de leurs cotisations pour qu'ils nous le fassent savoir avant le 1^{er} janvier 1924, afin de faciliter le contrôle et la bonne marche de l'organisation.

De plus, les délégués devront s'assurer, en ramassant les cartes, qu'il n'y a pas de changements d'